

Peu nombreuses sont les villes, comme Lyon, irriguées par deux fleuves. Point de rencontre du Rhône et de la Saône, porte d'entrée sud de la ville, le quartier de Confluence va en devenir la figure de proue.

Confluence, quel quartier voulons-nous ?

C'est Raymond Barre qui a initié le projet Confluence. Il faut saluer là son côté visionnaire lui permettant d'imaginer la Ville du XXI^{ème} siècle. Car c'est bien l'enjeu de cet immense chantier : construire une nouvelle centralité urbaine, respectueuse du développement durable, des équilibres et des liens sociaux.



La phase 1 du projet touche à sa fin : les entreprises et autres structures publiques sont déjà là, pour partie (le siège du Progrès, le siège régional d'Eiffage, la Sucrière, l'Hôtel de la Région, le pôle de loisirs), les premiers habitants s'installent. Le futur musée des confluences viendra parachever l'entrée sud de ce nouveau quartier.

Par delà ce portrait d'une ville en plein changement, on ne peut que s'interroger sur la pertinence de certains choix faits par Gérard Collomb : non prolongation du

méto, abandon du centre nautique... Certes, le quartier sera relié à Gerland par de nouveaux ponts, mais seront-ils suffisants ? En effet, il ne suffit pas d'attirer habitants et visiteurs dans un quartier dynamique. Il faut encore leur permettre de se déplacer. La fréquence et la capacité de la seule ligne T1 du tramway n'est pas adaptée. Aussi, à défaut de méto, nous demandons le prolongement de la ligne T2 jusqu'à Confluence.

Soucieux d'un développement harmonieux de notre ville nous défendrons ces positions face aux autorités municipales.



OL LAND

Les investissements publics sont réalisés à l'usage unique d'un groupe privé. Pour mémoire, le Grand Lyon va investir 108 millions d'euros. A titre de comparaison, cela représente plus de trois fois l'investissement du Grand Lyon dans le projet Lyon-Cité-Campus (seulement 32 millions d'euros). Ce projet, certes éloigné du sport, a pour vocation de former les générations futures de Lyonnais et de préparer l'avenir économique de notre agglomération en favorisant l'innovation. Au total, OL Land va engloutir environ 250 millions d'euros provenant de nos impôts. Dans ces conditions, nous considérons, qu'en l'état actuel, le projet présenté par Gérard Collomb n'est pas équilibré et n'est pas d'intérêt général.

Christophe Geourjon (conseil municipal du 17 mai 2010)



Imprimé sur du papier recyclé par Imp. DUPLI

Lyon au Centre

www.lyon-au-centre.org

Journal d'information sur l'actualité municipale

2^{ème} trimestre 2010 - n°3

- Mermoz, "Agir autrement..."
- Nos aînés au coeur de la ville
- Le TOP, ou les limites d'une majorité plurielle
- Quel quartier voulons-nous pour Confluence ?



Le renouvellement urbain de l'entrée Est de l'agglomération... Voilà l'un des grands

chantiers lyonnais "Agir autrement..." de ces dernières

semaines, avec la disparition programmée de l'autopont de Mermoz. Il s'agit « d'inciter les automobilistes à agir autrement », dernière phrase du dossier presse sur les travaux. Quelle belle idée innovante, jamais proposée !

Avec ce projet, elle n'ira malheureusement pas très loin. Si faire coexister la voiture parmi d'autres modes de déplacements plus doux, moins bruyants, moins polluants

peut être une bonne chose pour le bien-être des riverains, cela manque néanmoins d'une vision de long terme de la part de la Mairie.

Nous pensons qu'il n'est pas judicieux que le quartier de Mermoz devienne l'entrée Est de l'agglomération. Celle-ci doit être à notre sens positionnée plus à l'est, et s'accompagner d'une réelle réflexion sur la place des transports collectifs. Ce qui éviterait l'engorgement lié à l'attractivité de notre ville, et améliorerait la qualité de vie des riverains et des milliers de gens qui doivent venir travailler en centre ville. Mais voilà qui suppose une vision à long terme de la ville, une réelle coopération entre les acteurs territoriaux.

Il ne s'agit pas de faire une ville sans voiture, mais une ville équilibrée, une ville agréable pour tous : habitants, actifs, étudiants, entreprises, touristes...



L'Equipe Lyon au Centre

Courriel : lyon@lyon-au-centre.org - Internet : www.lyon-au-centre.org

Marc Augoyard (Conseiller communautaire - Lyon 5), Bernadette Bertrix-Veza (Conseillère municipale - Lyon 6), Fouziya Bouzerda (Conseillère municipale - Lyon 3), Christophe Geourjon (Conseiller municipal et conseiller communautaire - Lyon 8), Benoît Courtin, Céline Bos, Daniel Barraud, David, Dominique Many, Emilie, Geneviève Meunier, Kevin, Philippe Masson, Quentin Thévenon, Xavier Thivolle.

La France compte 12,6 millions de personnes de plus de 60 ans, soit un cinquième de la population. En 2050, on estime que près d'un habitant sur trois aura cet âge. L'impact du vieillissement de la population doit être une priorité.

Les projets et les solutions les plus innovantes pour l'accompagnement des personnes âgées sont soutenues au niveau gouvernemental : la mission

**Nos aînés,
au coeur de
la ville**

« Vivre chez soi », le label « Bien vieillir, vieillir ensemble », le développement du logement adapté et, cette année, le « Concours national des villes » a pris pour thème les actions en liens avec nos aînés.



Demeurer chez soi est une volonté qu'ils expriment de plus en plus. Le maintien à domicile est bénéfique pour la personne âgée qui reste dans son élément, avec ses souvenirs, ses repères, et ses habitudes de vie. Une loi de 2005, le favorise. Nous approuvons ainsi l'initiative départementale qui, en réservant 20 à 25 % de logements adaptés dans les nouveaux programmes, permet de soutenir le développement d'une offre de logements adaptés à la dépendance.

Au niveau municipal ce sont plus de 30 millions d'euros qui vont être investis dans la rénovation de résidences pour personnes âgées et la construction de nouveaux EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes). Il était temps ! L'offre de logements, de foyers-logements ou de résidences municipales est en effet trop faible à Lyon et globalement dans un bien triste état.

Pour nous, il est essentiel que les collectivités, et la Ville de Lyon en particulier, s'investissent pleinement afin d'accompagner au mieux nos aînés et répondre ainsi à un besoin qui inévitablement ne fera que s'accroître.



Un succès pour nos élus

A plusieurs reprises, nous avons demandé que le réaménagement de la Rue Garibaldi, au niveau de la caserne Sergent Blandan dans le 7^{ème} arrondissement, soit réalisé rapidement. C'est avec satisfaction que nous notons qu'il est maintenant programmé dès 2013. Cette évolution nous paraît essentielle pour le succès du futur parc urbain Sergent Blandan que les Lyonnais attendent avec impatience.



Lyon Capitale

Fermeture par la Ville de Lyon de l'école Kergomard

En début d'année, la Ville de Lyon a décidé de la fermeture de cette école située dans le quartier de la Quarantaine (Lyon 5^{ème}). Celle-ci ne comporte que 2 classes, aussi cette décision peut sembler logique. Elle est en fait dramatique ! Le quartier de la Quarantaine est un quartier excentré, qui a du mal à rester attractif. Fermer cette école revient à enlever un élément de lien social, tout simplement de vie dans le quartier. À la stratégie comptable d'une municipalité qui essaie par tous les moyens de réaliser des économies pour conjurer une explosion des dépenses de fonctionnement, nous avons opposé une stratégie de développement d'un quartier et de bien-être des élèves.

Marc Augoyard (Conseil d'arrondissement du 5^{ème} du 11 janvier 2010)



Le Progrès

Taux d'imposition directe locale 2010

En 2009, nous avons refusé l'augmentation brutale des taux d'imposition pour les Lyonnais : + 6 %.

Un an après, un petit bilan s'impose : lors du premier mandat de Gérard Collomb, entre 2003 et 2007, l'impôt payé par les Lyonnais a augmenté deux fois plus que le coût de la vie : + 14 % contre 6,50 % pour le coût de la vie ! Au total, entre 2003 et 2010, les Lyonnais paieront 35 % de plus d'impôts à la ville, soit 3 fois plus que l'inflation durant la même période.

Monsieur Collomb, l'augmentation des bases d'imposition suffisait à procurer à la ville des recettes supplémentaires sans que vous ajoutiez une couche à ces augmentations.

Vous comprendrez que dans ces conditions notre groupe votera contre le rapport présenté.

Bernadette Bertrix-Veza (Conseil municipal du 26 avril 2010)



Lyon Capitale, Le Progrès

SACVL, revenir aux fondamentaux

En 2 ans (2009-2010), ce sont plus de 150 millions d'euros d'actifs que la SACVL va être obligée de vendre (brader ?) afin de redresser une situation financière catastrophique suite à de très nombreuses erreurs de gestion. Rappelons que la SACVL (Société de Construction de la Ville de Lyon) est détenue à 76 % par la Ville de Lyon. Ceci illustre une fois de plus le défaut de contrôle de la SACVL par la Ville. Ces problèmes sont également symptomatiques d'une gouvernance inadaptée de la Ville sur la SACVL. C'est ainsi que la SACVL s'est petit à petit transformée en promoteur immobilier classique. Nous vous redemandons, Monsieur le Maire, de veiller à ce que la SACVL revienne à sa raison d'être : construire des logements accessibles pour les Lyonnais.

Fouziya Bouzerda (Commission générale de la Ville de Lyon du 12 avril 2010)



Mag2Lyon

Lyon démocrate

MO
DEM

Le TOP, ou les limites d'une majorité plurielle...

Sur ce dossier, nous avons le sentiment que le président du Grand Lyon tient un double langage. Il explique tout à la fois que la réalisation du TOP (Tronçon Ouest du Périphérique) est indispensable et bloque toute décision rapide sur sa réalisation.

Nous considérons que le TOP est indispensable, pour désengorger l'agglomération, pour son développement, et aussi pour les transports en commun qui en bénéficieront. Le TOP, dans son tracé court, a vocation à canaliser le trafic d'agglomération et à relier entre eux les sites universitaires et économiques Lyonnais. Le COL (Contournement Ouest Lyonnais) devant pour sa part prendre en charge le trafic de transit.

Or, c'est là toute l'ambiguïté du Maire de Lyon. Coincé entre des verts accrochés à une vision dogmatique de lutte contre l'automobile, et des communistes qui souhaitent un TOP gratuit, l'acrobatie politique montre ses limites. D'autant que les marges de manœuvre financières pour de tels projets sont restreintes.

Nous appelons donc Gérard Collomb à la raison, en souhaitant que le Grand Lyon prenne toute sa part dans un financement, à parts égales avec le Conseil Général, des études et de la réalisation de cette infrastructure vitale pour le développement harmonieux de Lyon. Le temps presse Monsieur Collomb, l'heure n'est plus au ping-pong politicien, le temps est à l'action.

Christophe Geourjon

Conseiller municipal

Conseiller communautaire du Grand Lyon

Centristes &
Démocrates